

Journée thématique « Education et migration »

Le 6 novembre 2018 à Berne, organisé par NORRAG et RECI

Ateliers

Atelier 1*

The Right to Education and migration: How is the Right to Education implemented in the context of forced migration and situations of crisis and emergency?

Moderation and Introduction

Joost Monks, Executive Director, NORRAG.

Speakers

Koumbou Boly Barry, UN Special Rapporteur on the Right to Education (RTE):
Refugees and the Right to Education in the context of achieving the Sustainable Development Goals

William Smith, Senior Policy Analyst, *Global Education Monitoring Report UNESCO*: Legal frameworks and local realities for refugee populations

Peter Hyll-Larsen, Coordinator Advocacy, INEE- Inter-Agency Network for Education in Emergencies: Meeting the right to education in emergency and situation of crisis through standards and coordination

The workshop will provide a frame of reference for the discussion on the Right to Education in relation to forced migration and situations of emergency. Koumbou Boly Barry will draw on her experience as Special Rapporteur on the Right to Education and her recent report submitted to the UN General Assembly reviewing the situation of refugees with regard to the Right to Education, with a reference to achieving the Sustainable Development Goals. William Smith from UNESCO's Global Education Monitoring Report (GEMR) will, in particular, look at national examples highlighting how the right to education has been adopted in legal frameworks before discussing local implementation issues in relation to the Right to Education for refugees. Peter Hyll-Larsen, of the Inter-Agency Network for Education in Emergencies (INEE) will look at INEE's experience in emergency and situation of crisis and their work to address the Right to education through the creation of standards and coordination. Moderated by Joost Monks, Executive Director of NORRAG, the atelier will attempt to answer some of the key questions relating to how the Right to Education is implemented for refugees: Who are the key actors, what are obstacles and challenges, what do recent data show us and how does the Right to Education apply in situations of crisis and emergency?

* *Atelier 1 en anglais / Workshop 1 in English*

Professionnels du domaine de l'éducation : quelles compétences leur faut-il pour répondre aux besoins des jeunes réfugiés et migrant-e-s ?

Modération : Wiltrud Weidinger, Directrice du Centre pour les Projets Internationaux en Éducation (IPE), Haute École Pédagogique (HEP) de Zurich

Intervenant-e-s

Suisse :

- Marina Sevastopoulo, Doyenne au Service de l'Accueil de l'enseignement secondaire II (ACCESII) du Département de l'instruction publique, de la formation et de la jeunesse, République et canton de Genève
- Markus Truniger, Expert du domaine « Ecole et Migration » et ancien directeur du programme « QUIMS », un projet de l'office scolaire, canton de Zurich

Niveau international :

- Rachel Donald, Responsable des programmes Asie et Europe de l'Est de ADRA Suisse

Le droit à l'éducation est valable pour tous – pour les migrant-e-s au cours de leur trajet conduisant du pays d'origine au pays d'accueil ainsi que pour les jeunes réfugiés et requérants d'asile arrivés chez nous. Cette situation place le personnel enseignant et les autres professionnels du domaine de l'éducation face à des difficultés particulières : il s'agit de travailler avec des jeunes qui vivent dans des situations d'insécurité ou qui souffrent de stress psychosocial. Il s'agit aussi de gérer l'hétérogénéité, la langue et les différences culturelles.

Exemples en Suisse :

Le programme «Qualität in multikulturellen Schulen (QUIMS)» apporte son soutien aux écoles fréquentées par des enfants de familles socialement désavantagées et de familles de langue étrangère. Les écoles qui participent au programme renforcent l'encouragement de la langue, de la réussite scolaire et de l'intégration sociale. A cet effet, elles reçoivent un soutien professionnel et financier du canton. Le soutien professionnel inclut le développement de l'école au niveau local ainsi que le transfert de connaissances entre les enseignant-e-s et les autres spécialistes impliqués : en collaboration avec les HEP et d'autres partenaires, des rencontres axées sur l'échange, des conférences pour le réseau d'écoles ainsi que des formations continues sont proposées dans différents formats ; par ailleurs, sont mises à disposition des informations de base dans des publications spécialisées et sur des sites Internet.

Le Service de l'Accueil de l'enseignement secondaire II (ACCES II) a pour mission de recevoir de jeunes gens et des jeunes filles, de 15 à 19 ans, principalement allophones, et de les accompagner dans une première étape d'intégration dans l'instruction publique genevoise. Le but principal de ce service est d'amener les élèves allophones à un degré de francophonie qui leur permette de poursuivre une formation scolaire ou professionnelle.

Exemple au niveau international – travail accompli sur un itinéraire de transit : les réfugiés qui arrivent en Serbie étaient pour certains d'entre eux en route depuis une année et durant leur déplacement, le cas échéant, les jeunes ne bénéficiaient d'une instruction scolaire que de façon très limitée. Après leur arrivée en Serbie, les enfants réfugiés ont le droit de fréquenter l'école publique. ADRA s'emploie à permettre à ces jeunes d'avoir accès à une instruction. L'organisation met à disposition entre autres des traducteurs pour plusieurs langues ; ces derniers sont présents dans la salle de classe et épaulent le personnel enseignant : quelles doivent être les qualifications de ces enseignant-e-s et traducteurs pour répondre aux besoins de tous les élèves?

Les acquis : que faut-il faire pour que les compétences développées antérieurement soient reconnues et/ou valorisées pour la suite de l'itinéraire de formation et du parcours professionnel ?

Modération : Myriam Gallio, Secrétaire générale adjointe, Enfants du Monde (EdM)

Présentations:

Suisse :

- Evelyn Tsandev, Collaboratrice scientifique, Institut fédéral des Hautes études en formation professionnelle (IFFP)

Niveau international :

- Marina Lopez-Ansemle, Chief Technical Officer, RET International
- Oula AbuAmsha, consultante scientifique, Jamiya Projekt

Dans le sens du continuum englobant l'éducation de base, la formation professionnelle ou tertiaire et l'intégration dans le monde du travail, les résultats obtenus au cours des études et les acquis représentent une base essentielle pour chaque itinéraire de formation et parcours professionnel. Ceci place les réfugiés face à des difficultés particulières : souvent, leur itinéraire de formation a été interrompu ou leurs compétences ne sont pas reconnues dans le nouveau contexte. Il s'agit d'une part de la reconnaissance formelle des diplômes ; par ailleurs, il s'agit souvent aussi de valoriser certaines connaissances et compétences : ces dernières doivent être reconnues dans un nouveau contexte et pouvoir être mises à profit pour l'éducation/la formation et le travail.

Présentations

Suisse : reconnaître les résultats et les acquis obtenus dans des domaines non formels et informels et les intégrer au parcours professionnel. Madame Tsandev travaille pour le rapport national de la Suisse pour l'inventaire des pratiques européennes de validation¹. Elle offre un bref aperçu des pratiques en Suisse en matière de reconnaissance des diplômes de formation et décrit les défis à relever pour prendre en compte davantage les connaissances et les compétences acquises de manière non formelle et informelle.

Niveau international :

- RET International travaille avec des réfugiés dans différents pays et régions. La question de la validation des acquis se pose dans tous ses programmes. Marina Lopez-Anselme montre comment l'ONG aborde la problématique dans différents contextes.
- Le projet Jamiya aide de jeunes réfugiés syriens au Moyen-Orient à avoir accès à une formation universitaire. La reconnaissance des acquis antérieurs n'est qu'un problème parmi d'autres. Mais il est important pour Jamiya que les connaissances acquises antérieurement puissent être valorisées.

¹ Le Centre européen pour le développement de la formation professionnelle (CEDEFOP) dresse un inventaire des pratiques européennes en matière de reconnaissance des acquis ; cet inventaire inclut le rapport des différents pays, y compris celui de la Suisse.

Comment l'éducation peut-elle contribuer à trouver des points de repère et à s'intégrer dans la société et sur le marché du travail ?

Modération : Miriam Aegerter, Professeur, Institut pour la Coopération Internationale en Education (IZB), Haute École Pédagogique (HEP) Zoug

Présentations

Suisse :

- Monica Rosenberg, Responsable Département Fribourg, Caritas Suisse

Niveau international :

- Samir Boulos, Professeur au Centre pour les Projets Internationaux en Éducation (IPE), Haute École Pédagogique (HEP) Zurich
- Anouk Zulauf, Directrice du Programme « Refugee response », Caritas Suisse

Exemple en Suisse : Caritas Suisse à Fribourg– service de l'intégration.

Sur mandat du canton, la section de Fribourg de Caritas Suisse encadre les réfugiés ayant obtenu le statut, leur dispense une aide sociale matérielle et les accompagne sur le chemin de l'intégration sociale et professionnelle. Les conseillers en intégration du service soutiennent plus de 1000 réfugiés en âge de travailler, âgés de 16 à 50 ans. Après avoir dressé un bilan de la situation avec chaque réfugié, ils lui indiquent des cours de langue et de rattrapage appropriés, l'informent sur les formations de courte durée et l'aident à trouver des stages pratiques, des places d'apprentissage et des emplois fixes. L'objectif à moyen terme est l'insertion professionnelle ainsi que l'autonomie financière des réfugiés en Suisse.

Au niveau international : Deux exemples pratiques concernant le travail avec les réfugiés en Grèce.

Le **Centre pour les Projets Internationaux en Éducation (IPE) de la HEP Zurich** encourage dans le cadre de son projet « Children of Refugees in Education » (CORE) des capacités nécessaires à la vie courante (Life Skills), des compétences interdisciplinaires ainsi que la première langue. Pour les jeunes et les jeunes adultes qui ont dû fuir leur pays et séjournent dans des camps de réfugiés en Grèce et au Liban, l'orientation vers le choix d'une profession et la construction de perspectives pour l'avenir occupent une place centrale. Le projet CORE se focalise sur ce groupe parce qu'il échappe souvent au filet de la scolarité obligatoire. Le matériel sera disponible avec des vidéos tutorielles sur la plateforme MOOC « edX ». Cet outil de E-Learning aide les ONG locales qui travaillent dans les camps de réfugiés dans le domaine de l'éducation.

De décembre 2017 à juin 2018, **Caritas Suisse** a réalisé en collaboration avec l'OIT (Organisation internationale du travail des Nations Unies) une analyse du marché et de la chaîne de création de valeur en Grèce. Cette étude a pour but de mieux intégrer les réfugiés et les Grecs/Grecques touchés par la pauvreté sur le marché du travail profondément bouleversé à Athènes et environs. L'analyse socio-économique du marché a permis d'identifier des secteurs économiques ayant un potentiel de croissance et qui, de plus, concordent avec les connaissances évaluées et l'expérience professionnelle des groupes concernés. Les principaux résultats et recommandations de l'analyse de marché sont présentés durant cet atelier.